



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale de la protection des
populations
Service prévention des risques techniques
Affaire suivie par : Alain PIEYRE
Tél : 04 88 17 82 60
Télécopie : 04 90 27 16 95
Courriel : alain.pieyre@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le 19 JUIL. 2010

ARRÊTÉ 812010-07.19-0010DDRP
Portant mise en demeure de la société Provence Récupération

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1004 du 20 mai 1998 autorisant la société Provence Récupération à exploiter un centre de transit et de tri de déchets papier, carton, plastiques et palettes de bois à Morières les Avignon, et portant agrément pour l'exercice de l'activité de valorisation de déchets d'emballage ;

Vu le récépissé de déclaration d'antériorité en date 13 juin 2006 pour les activités soumises à déclaration au titre de la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées (transit, regroupement, tri, déssassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques et mise au rebut) ;

Vu, la visite d'inspection réalisée le 4 novembre 2008 ;

Vu, le courrier de l'inspection des installations classées du 16 janvier 2009 relatif aux conclusions de la visite d'inspection réalisée le 4 novembre 2008 ;

Vu, le rapport de l'inspecteur des installations classées du 11 juin 2010 ;

Vu, la notification en date du 16 mars 2010 de la mise à l'arrêt définitif du site depuis le 1^{er} octobre 2009 adressée par l'exploitant à Monsieur le préfet de Vaucluse ;

Considérant que la notification de la mise à l'arrêt définitif du site transmise par l'exploitant ne respecte pas les dispositions de articles R 512-39-1 à R 521-39-3 du code de l'environnement et qu'il y manque notamment :

- un inventaire des produits dangereux et des déchets présents sur le site à la date de mise à l'arrêt des installations ;
- les justificatifs d'élimination des déchets présents sur le site (bordereaux de suivi des déchets dûment complétés par exemple et des photos) ;
- les éléments relatifs à la mise en sécurité du site, notamment concernant la structure métallique fragilisée par endroit ;
- les éléments démontrant la suppression du risque incendie (installations électriques défectueuses et qui ne respectent pas les normes) ;
- les éléments relatifs à la surveillance des effets de l'installation sur son environnement et démontrant l'absence d'atteinte du site aux intérêts mentionnés à l'article L511-14 du code de l'environnement ;
- un plan actualisé du terrain ;
- les justificatifs relatifs au type d'usage futur du site envisagé sachant que, dans son courrier susvisé, l'exploitant précise que la SCI des Varbonnes, propriétaire du terrain, envisage de relouer le site pour les activités industrielles non classées (copie du courrier du propriétaire précisant ce type d'usage) ;
- une copie des éléments adressés à Monsieur le maire de Morières les Avignon récapitulant les usages successifs du site ainsi que la proposition quant au type d'usage futur du site envisagé, ainsi que la réponse de Monsieur le maire ;

Considérant que l'exploitant n'a pas donné une suite satisfaisante afin de lever la non-conformité constatée lors de la visite d'inspection du 4 novembre 2008 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas adressé au préfet de Vaucluse les éléments d'appréciation permettant de délivrer récépissé de la notification de la mise à l'arrêt définitif du centre de transit et de tri de déchets de papier, cartons, plastiques, palettes de bois et équipements électriques et électroniques mis au rebut, exploité à Morières les Avignon ;

Considérant que la mise à l'arrêt du site dans ces conditions est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, et notamment à la sécurité et à la protection de l'environnement ;

Considérant la nécessité des mesures à mettre en œuvre ;

Sur la proposition de Madame la directrice de la protection des populations

ARRETE

Article 1^{er} :

La société Provence Récupération sise chemin de Capeau – ZI de Vedène- 84 270 VEDENE est mise en demeure de déposer à la direction départementale de la protection des populations, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, le dossier de mise à l'arrêt définitif du centre de transit et de tri de déchets de papier, cartons, plastiques, palettes de bois et équipements électriques et électroniques mis au rebut, exploité au lieu-dit « les Varbonnes » route de Saint Saturnin à Morières les Avignon (84310) conformément aux dispositions des articles R 512-39-1 à R 512-39-3 du code de l'environnement.

Article 2 :


En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, il sera fait application, sans préjudice d'éventuelles sanctions pénales, des sanctions prévues par le code de l'environnement, article L514-1.

Article 3 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes conformément aux dispositions de l'article L514-6 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de cet article est annexé au présent arrêté.

Article 4 :

Madame la secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, Monsieur le maire de Morières les Avignon, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – unité territoriale de Vaucluse - inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la société Provence Récupération.

Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale

Agnès PINAULT

ANNEXE 1

Article L514-6

I.-Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, L. 515-13 I et L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction. Elles peuvent être déferées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les dispositions du 2° du I ne sont pas applicables aux décisions concernant les autorisations d'exploitation de carrières pour lesquelles le délai de recours est fixé à six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

II. - Les dispositions du 2° du I ne sont pas applicables aux décisions concernant les enregistrements pour lesquelles le délai de recours est fixé à un an à compter de la publication de l'acte d'enregistrement, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Elles ne sont pas non plus applicables aux décisions concernant les autorisations d'exploitation d'installations classées d'élevage, liées à l'élevage ou concourant à l'exécution de services publics locaux ou de services d'intérêt général pour lesquelles le délai de recours est fixé à un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.